

ORGANISME COORDONNATEUR DU GROUPEMENT DE COMMANDES

**MARCHE DE NETTOYAGE POUR LES CAF DE BRETAGNE, DE L'UIOSS¹ D'ILLE-
ET-VILAINE ET LA CAF DE LA MANCHE**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

(C.C.P.)

POUR LES LOTS RESERVES :

Lots n°13, n°14, n°15, n°16, n°17 et n°18

Marché AOO Caf 35 n°08-2024

Appel d'offres ouvert en application de l'article L.2124-2 du Code de la commande publique

¹ L'Union Immobilière des Organismes de Sécurité Sociale

TABLE DES MATIERES

PREAMBULE.....	4
UNE PROCEDURE DE PASSATION MUTUALISEE	4
UN MARCHE A DIMENSION SOCIALE FONDE SUR DEUX MONTAGES CONTRACTUELS DISTINCTS	4
PARTIE ADMINISTRATIVE	5
Chapitre n°1 - Les caractéristiques générales du marché	5
ARTICLE 1 – ORGANISATION DU GROUPEMENT DE COMMANDES	5
ARTICLE 2 – FORME DU MARCHE et TYPE DE MARCHE	8
ARTICLE 3 – LA DUREE DU MARCHE ET DELAI D’EXECUTION	9
ARTICLE 4 – REGLEMENTATION	10
ARTICLE 5 – MARCHES RESERVES.....	10
ARTICLE 6 – PIECES CONSTITUTIVES DE L’ACCORD-CADRE	12
Chapitre n° 2 - Les obligations générales du titulaire	12
Article 7 - Obligations de neutralité.....	12
Chapitre n°3 - les obligations spécifiques au début du marché.....	12
Article 8 - Les correspondants.....	13
Article 9 : Etat des lieux	13
Article 10 – Communication de documents	13
Chapitre n°4 – les modalités financières.....	13
ARTICLE 11 – Le prix	13
1. Caractéristiques des prix	13
2. Contenu des prix.....	14
3. Révision des prix.....	14
ARTICLE 12 - Modalités de règlement	14
1. Avances	14
2. Présentation des factures et acomptes	15
Article 13 - Les pénalités.....	15

Chapitre n °6 – Responsabilité en cas de dommages – Assurance responsabilité civile professionnelle.....	16
ARTICLE 14 - Responsabilité en cas de dommages	16
ARTICLE 15 - Assurance responsabilité civile professionnelle	16
Chapitre n°7 – Divers	17
ARTICLE 16 – Evolution des bâtiments.....	17
ARTICLE 17 – Litiges	17
PARTIE TECHNIQUE	18
ARTICLE 18 – Description des prestations forfaitaires.....	18
ARTICLE 19 – Modalités de mise en œuvre des prestations forfaitaires.....	19
ARTICLE 20 – Description des prestations à la demande.....	19
ARTICLE 21 – Description des annexes.....	19
ARTICLE 22 - Encadrement accompagnement :.....	19
ARTICLE 23 - Personnel - horaires organisation :.....	19
ARTICLE 24 – Sécurité/sureté	20
ARTICLE 25 – Produits, petits matériels	20

PREAMBULE

UNE PROCEDURE DE PASSATION MUTUALISEE

La convention d'objectif et de gestion (COG) 2023-2027 fixant les grands objectifs à atteindre pour la branche famille de la Sécurité sociale vise notamment à consolider les mutualisations et coopérations et à promouvoir la transition écologique.

En ce sens, la politique nationale d'achat durable formalisée dans la lettre réseau LR n°2024-003 du 8 février 2024 invite les organismes à effectuer des achats régionaux en y intégrant si possible des dispositifs d'insertion sociale.

C'est au regard de ces objectifs que les Caisses d'allocations familiales (Caf) du Finistère, du Morbihan, des Côtes d'Armor, d'Ille-et-Vilaine, de la Manche, de l'Orne, de l'Eure, ainsi que l'Union Immobilières des Organismes de Sécurité Sociale (UIOSS) de Rennes ont constitué un groupement de commande en matière d'achat de prestation de nettoyage. L'organisme coordonnateur du groupement est la Caf d'Ille-et-Vilaine.

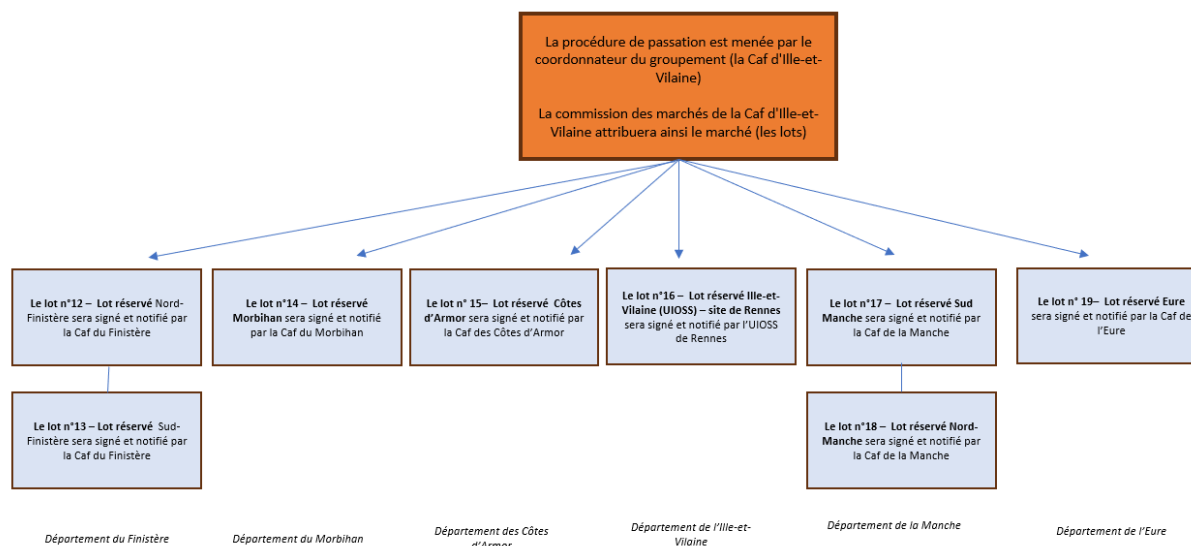
Le présent marché matérialise cet achat groupé. La procédure de passation est portée par le coordonnateur du groupement. La signature, la notification et l'exécution de chaque lot relèvent de la responsabilité de la Caf concernée.

UN MARCHE A DIMENSION SOCIALE FONDE SUR DEUX MONTAGES CONTRACTUELS DISTINCTS

Les Caf de Bretagne et la Caf de la Manche mettent à l'occasion de la procédure de passation en avant la performance sociale de leurs marchés. Cette dimension sociale se traduit en deux montages contractuels distincts :

- d'une part, des marchés de nettoyage des locaux
- d'autre part, certains lots relatifs au nettoyage de vitrerie sont des lots réservés, les lots n°12 à n°19 - ***c'est ce montage qui fait l'objet du présent CCP.***

➤ Schéma illustrant le montage porté dans le cadre du présent CCP :



PARTIE ADMINISTRATIVE

Chapitre n°1 - Les caractéristiques générales du marché

ARTICLE 1 – ORGANISATION DU GROUPEMENT DE COMMANDES

1.1- MEMBRES DU GROUPEMENT DE COMMANDES

Les membres du groupement de commandes sont les organismes suivants :

La Caisse d'Allocations Familiales du Finistère représentée par son Directeur Monsieur Jean-Marc Malfre

ET

La Caisse d'Allocations Familiales du Morbihan représentée par sa Directrice Madame Anne Bastien

ET

La Caisse d'Allocations Familiales des Côtes d'Armor représentée par son Directeur Monsieur Frédéric Ozenne

ET

La Caisse d'Allocations Familiales de la Manche représentée par sa Directrice Madame Claudie Guardo-Lemieux

ET

La Caisse d'Allocations Familiales de l'Eure représentée par son Directeur Monsieur Charles Monteiro

ET

L'Union Immobilière des Organismes de Sécurité Sociale (UIOSS) de Rennes représentée par sa Directrice Madame Tania CONCI-HINGANT

1.2- COORDONNATEUR DU GROUPEMENT DE COMMANDES

L'organisme coordonnateur du groupement de commandes est la Caisse d'Allocations Familiales d'Ille et Vilaine dont le siège se situe à l'adresse suivante : Cours des Alliés – 35028 RENNES Cedex 9.

1.3 – ROLES RESPECTIFS DU COORDONNATEUR ET DES AUTRES MEMBRES DU GROUPEMENT

* Le coordonnateur du Groupement a en charge :

- l'organisation de la procédure de consultation jusqu'à la désignation du titulaire,

* Les Membres du Groupement ont en charge chacun pour ce qui les concerne :

- la signature et la notification de leur propre marché (lot),
- la gestion de l'exécution de leur propre marché (lot),
- le contrôle des prestations dans les conditions du présent cahier des charges pour ce qui concerne leur lot,
- le règlement des prestations exécutées dans le cadre du lot

1.4 - OBJET DU MARCHEE

Le présent CCP porte sur les lots réservés du marché de nettoyage des Caf de Bretagne et de Normandie. Les prestations définies dans la partie technique porte uniquement sur de **la vitrerie**.

Le présent contrat est passé avec **obligation de moyens**. Les candidats sont dans l'obligation de mettre en œuvre les moyens imposés, en matière de fréquence et de nombre d'heures mobilisés. Ces obligations sont mentionnées dans **l'annexe n°1 du CCP**.

Le titulaire assume toutes les responsabilités relatives à la mise en œuvre des outils, produits et personnels.

Les sites sont donnés au jour de la rédaction du cahier des charges. La conjoncture actuelle ne permet pas d'affirmer qu'il n'y aura pas d'évolutions du parc immobilier (en plus ou en moins). En tout état de cause, les changements seront formalisés par voie d'avenant.

1-5 – DECOMPOSITION EN LOTS

La procédure de passation est décomposée en 19 lots, dont 8 lots relèvent du présent CCP. Chacun traité par marché séparé. Les lots réservés objet du présent CCP sont les suivants :

➤ Pour les marchés réservés pour le nettoyage des vitreries

Pour la Caf du Finistère (Caf 29) :

- Lot 12 – Caf 29 - Nettoyage des vitreries pour les sites du Nord Finistère. *Le détail des sites concernés est précisé dans l'annexe 1 du CCP – Caf 29 – lot réservé – Nord Finistère (fichier Excel)*
- Lot 13 – Caf 29 - Nettoyage des vitreries pour les sites du Sud Finistère. *Le détail des sites concernés est précisé dans l'annexe 1 du CCP – Caf 29 –lot réservé - Sud Finistère (fichier Excel)*

Pour la Caf du Morbihan (Caf 56) :

- Lot 14 – Caf 56 - Nettoyage des vitreries. *Le détail des sites concernés est précisé dans l'annexe 1 du CCP – Caf 56 –lot réservé - Morbihan (fichier Excel)*

Pour La Caf des Côtes d'Armor (Caf 22) :

- Lot 15 – Caf 22 - Nettoyage des vitreries. *Le détail des sites concernés est précisé dans l'annexe 1 du CCP– Caf 22 – lot réservé – Côtes d'Armor (fichier Excel)*

Pour l'UIOSS d'Ille-et-Vilaine (UIOSS 35)

- Lot 16 – UIOSS 35 - Nettoyage des vitreries du siège. *Le détail des sites concernés est précisé dans l'annexe 1 du CCP – UIOSS 35 – lot Réservé – Ille-et-Vilaine (fichier Excel)*

Pour la Caf de la Manche (Caf 50)

- Lot 17 – Caf 50 - Nettoyage des vitreries pour le siège à Avranches. *Le détail des sites concernés est précisé dans l'annexe 1 du CCP – Caf 50 – lot réservé - Avranches (fichier Excel)*
- Lot 18 – Caf 50 - Nettoyage des vitreries pour un site à Cherbourg. *Le détail des sites concernés est précisé dans l'annexe 1 du CCP – Caf 50 – lot réservé - Cherbourg (fichier Excel)*

Pour la Caf de l'Eure (Caf 27)

- Lot 19 – Eure - Nettoyage des vitreries pour les sites de la Caf de l'Eure. *Le détail des sites concernés est précisé dans l'annexe 1 du CCP – Caf 27 – lot réservé – Eure (fichier Excel)*

Le nombre de lot attribué à un candidat n'est pas limité.

1-6 LES PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

D'UNE PART,

La Caisse d'allocation familiale, membres du groupement de commande, du ressort du département de son siège,

- **Pour les lots n°12 et n°13, la Caisse d'Allocations Familiales du Finistère**

Adresse : 1 rue Portzmoguer – 29602 Brest cedex 2

- **Pour le lot n°14**, la Caisse d'Allocations Familiales du Morbihan

Adresse : 70 rue de Sainte Anne - 56018 Vannes Cedex

- **Pour le lot n°15**, la Caisse d'Allocations Familiales des Côtes d'Armor

Adresse : 4 bis Avenue des Plaines Villes – 22440 PLOUFRAGAN

- **Pour le lot n°16**, l'UIOSS

Adresse : Cours des Alliés – 35028 RENNES Cedex 9

- **Pour les lots n°17 et 18**, la Caisse d'Allocations Familiales de la Manche

Adresse : 63, Boulevard A. Gauchet – 50300 Avranches

- **Pour le lot n°19**, la Caisse d'allocations Familiales de l'Eure

Adresse : 11, Allée des Soupirs – 27 000 Evreux

D'AUTRE PART :

L'entreprise, titulaire du lot, désignée dans le présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.) et les autres documents du marché par l'expression « le Titulaire » ou « l'opérateur économique » ou « le Prestataire ».

ARTICLE 2 – FORME DU MARCHÉ et TYPE DE MARCHÉ

2.1 - FORME DU MARCHÉ

Chaque lot correspond à un marché.

Les prestations concernées sont principalement prévues dans le cadre d'un forfait.

Cependant, à titre exceptionnel, pour les lots 14, 15, 16 et 19, une partie des prestations sera commandée par l'émission de bons de commande, conformément aux articles R.2162-2, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Ainsi, le marché (le lot) sera passé sous la forme d'un marché mixte avec :

- une partie forfaitaire ;
- une partie exécutée au fur et à mesure de l'émission de bons de commande. Il s'agit de prestations à la demande. L'annexe financière recense ces prestations et y indique le montant maximum de commande

Pour le lot n°16 portant sur la vitrerie de la Tour à Rennes, géré par l'UIOSS, Six étages relèvent des prestations à prix forfaitaire (prestation socle). Elles seront exécutées pour le 2^{ème} trimestre 2026, après émission d'un ordre de service, notifié au moins un (1) mois avant le début d'exécution. Les prestations de vitrerie pour les autres étages seront commandées par l'émission d'un bon de

commande, notifié au moins un (1) mois avant le début d'exécution. Le planning prévisionnel de l'émission de ces bons de commande est le suivant :

- pour le 2^{ème} trimestre 2027, avec 6 étages supplémentaires
- pour le 2^{ème} trimestre 2028, avec 4.5 étages supplémentaires

Il s'agit d'une intervention annuelle qui est programmé normalement au 2^{ème} trimestre.

Le montant maximum de ces bons de commande sur la durée du marché sera de : 20 000 euros.

2.2 TYPE DE MARCHE

Le marché est un marché public de fournitures courantes et de services soumis aux dispositions Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), issu de l'arrêté du 19 janvier 2019.

ARTICLE 3 – LA DUREE DU MARCHE ET DELAI D'EXECUTION

3.1 - POUR TOUS LES LOTS, EXCEPTES POUR LE LOT N°16 CONCERNANT LE LOT RESERVE POUR L'UIOSS

Pour chaque lot, le marché est conclu pour **une période ferme de deux (2) ans** à compter de sa prise d'effet, **reconductible tacitement deux (2) fois**.

La première reconduction prolonge le contrat **d'une (1) année**. **La deuxième reconduction** prolonge le contrat **jusqu'au 30 avril 2029**.

S'agissant de la prise d'effet du marché, celui-ci prendra effet à compter de sa date de notification, avec un début d'exécution le 1^{er} mai 2025 (début d'exécution effectif le 2 mai 2025), sauf pour les lots suivants :

- **Pour les lots 15**, concernant la Caf des Côtes d'Armor, le marché prendra effet à partir du 15 novembre 2025, pour un début d'exécution au 1^{er} décembre 2025
- **Pour les lots 19**, concernant la Caf de l'Eure, le marché prendra effet à partir du 15 décembre 2025, pour un début d'exécution le 1^{er} janvier 2025 (début d'exécution effective le 2 janvier 2026)

3.2 - POUR LE LOT RESERVE N°16 CONCERNANT L'UIOSS

Pour le lot 16, concernant l'UIOSS, le marché est conclu pour une période ferme d'un (1) an à compter de sa prise d'effet, **reconductible deux (2) fois**.

La première reconduction prolonge le contrat **d'une (1) année**. **La deuxième reconduction** prolonge le contrat **jusqu'au 30 avril 2029**.

Le marché prendra effet à partir du 1^{er} mars 2026. Le début d'exécution commencera à la date indiquée dans l'ordre de service qui sera quant à lui notifié au moins 1 mois avant le début d'exécution.

ARTICLE 4 – REGLEMENTATION

Le présent marché est passé dans le cadre de la réglementation applicable par les Organismes de Sécurité Sociale du Régime Général, selon l'article L124-4 du Code de la Sécurité Sociale, l'arrêté du 19 juillet 2018 pris pour son application et conformément aux dispositions du Code de la Commande publique.

ARTICLE 5 – MARCHES RESERVES

Conformément à l'article L.2113-14 du Code de la commande publique, les organismes concernées réservent leurs lots à la fois aux opérateurs économiques qui répondent aux conditions de l'article L.2113-12, c'est-à-dire qui **emploient des travailleurs handicapés (STPA)**, et à ceux qui répondent aux conditions de l'article L.2113-13, c'est-à-dire qui **emploient des travailleurs défavorisés (SIAE)**

5.1 Les publics concernés

- Opérateurs du secteur du travail protégé et adapté (STPA), conformément à l'article L.2113-12 du Code de la Commande public

Des marchés ou des lots d'un marché peuvent être réservés à des entreprises adaptées mentionnées à l'article [L. 5213-13 du code du travail](#), à des établissements et services d'aide par le travail mentionnés à l'article [L. 344-2 du code de l'action sociale et des familles](#) ainsi qu'à des structures équivalentes, lorsqu'ils emploient une proportion minimale, fixée par voie réglementaire, de travailleurs handicapés* qui, en raison de la nature ou de la gravité de leurs déficiences, ne peuvent exercer une activité professionnelle dans des conditions normales.

***Définition :** Le terme de « travailleur handicapé », au regard du droit et de l'administration, désigne toute personne dont l'altération des capacités sensorielles, physiques, psychiques ou mentales réduit, sans pour autant les interdire, ses possibilités d'accéder au marché du travail et d'y occuper un emploi pérenne.

La reconnaissance du statut de travailleur handicapé ouvre droit au bénéfice de mesures spécifiques en matière d'insertion professionnelle et/ou de maintien dans l'entreprise, avec obligation pour l'employeur d'appliquer ces mesures selon la réglementation en vigueur.

Les entreprises candidatant doivent être des Etablissements et Services d'Aide par le Travail (ESAT) ou

des Entreprises Adaptées (EA), reconnues et conventionnées par l'État. Toute candidature ne répondant pas à cette exigence sera rejetée.

Les entreprises adaptées contribuent au développement des territoires et promeuvent un environnement économique inclusif favorable aux femmes et aux hommes en situation de handicap.

Elles concluent des contrats de travail avec des travailleurs reconnus handicapés par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées mentionnée à l'article [L. 241-5](#) du code de l'action sociale et des familles qui se trouvent sans emploi ou qui courent le risque de perdre leur emploi en raison de leur handicap. Elles permettent à leurs salariés d'exercer une activité professionnelle dans un environnement adapté à leurs possibilités, afin qu'ils obtiennent ou conservent un emploi.

Ces entreprises emploient des proportions minimale et maximale, fixées par décret, de travailleurs reconnus handicapés, qu'elles recrutent soit sur proposition du service public de l'emploi, soit directement, en application de critères déterminés par arrêté du ministre chargé de l'emploi.

Elles mettent en œuvre pour ces salariés un accompagnement spécifique destiné à favoriser la réalisation de leur projet professionnel, la valorisation de leurs compétences et leur mobilité au sein de l'entreprise elle-même ou vers d'autres entreprises.

➤ **Les Structures d'insertion par l'activité, conformément à l'article L.2113-13 du Code de la commande publique**

Des marchés ou des lots d'un marché peuvent être réservés à des structures d'insertion par l'activité économique mentionnées à l'article L. 5132-4 du code du travail et à des structures équivalentes, lorsqu'elles emploient une proportion minimale, fixée par voie réglementaire, de travailleurs défavorisés.

Le donneur d'ordre confie les prestations à une structure d'insertion par l'activité économique employant des travailleurs défavorisés*.

***Définition :** l'insertion par l'Activité Économique a pour objet de permettre à des personnes sans emploi, rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières, de bénéficier de contrats de travail en vue de faciliter leur insertion professionnelle. Elle met en œuvre des modalités spécifiques d'accueil et d'accompagnement (article L.5132-1 du code du travail).

Aux termes de l'article L.5132-4 du code du travail, les Structures d'Insertion par l'Activité Économique sont :

- Des Entreprises d'Insertion
- Des Entreprises de Travail Temporaire d'Insertion
- Des Associations Intermédiaires
- Des Ateliers et Chantiers d'Insertion

Les entreprises candidatant doivent être des Structures d'Insertion par l'Activité Économique, reconnues et conventionnées par l'État. Toute candidature ne répondant pas à cette exigence sera rejetée.

5.2 Les modalités de mise en œuvre

Si une partie des travaux est sous-traitée, la sous-traitance ne pourra être qu'une structure reconnue comme relevant du champ des structures de l'insertion par l'activité économique, ou entreprises candidatant doivent être des Etablissements et Services d'Aide par le Travail (ESAT) ou des Entreprises Adaptées (EA), reconnues et conventionnées par l'État.

ARTICLE 6 – PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre sera constitué des pièces suivantes, les premières énumérées prévalant sur les suivantes en cas de contradiction :

- 1) L'Acte d'Engagement du titulaire et son annexe financière
- 2) Le Présent Cahier des Clauses Particulières (C.C..P.) et ses annexes dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'organisme coordonnateur fera foi.
- 3) Le C.C.A.G.- F.C.S. (Cahier des Clauses Administratives Générales – Fournitures courantes et services).
- 4) Le cadre de réponse technique complété par le titulaire et joint à son offre

Toute clause, portée dans tous documents présentés par le titulaire (conditions générales de vente du titulaire, tarifs, documentation,...), et contraire aux dispositions des pièces susvisées constitutives du présent accord-cadre, est réputée non écrite.

Chapitre n° 2 - Les obligations générales du titulaire

Article 7 - Obligations de neutralité

Le titulaire et ses sous-traitants, amenés à intervenir sur site, sont soumis au règlement intérieur du pouvoir adjudicateur, et notamment aux dispositions relatives à la neutralité et laïcité. Il est rappelé au titulaire du marché qu'il est de sa responsabilité de faire connaître et respecter ce règlement intérieur par son personnel, ainsi que par toute personne qui interviendrait à sa demande dans le cadre du marché.

Si nécessaire, le titulaire du marché peut obtenir communication de ce règlement sur simple demande.

Chapitre n°3 - les obligations spécifiques au début du marché

Article 8 - Les correspondants

Le titulaire désigne, **dès la notification** du marché, au moins un correspondant ayant qualité pour le représenter auprès de la Caf au titre de l'exécution du marché.

En cas de remplacement du représentant du titulaire, pendant la durée de validité du marché, la Caf en est avisée par tout moyen permettant de donner une date certaine à la réception.

Par dérogation à l'article 3.4 du CCAG-FCS, en cas d'empêchement de ce responsable ou en cas de remplacement, le titulaire en avertit sans délai le pouvoir adjudicateur et procède sans délai à son remplacement.

Le titulaire agit dans le cadre des présentes conditions en tant que prestataire de services indépendant.

Article 9 : Etat des lieux

Après la notification du marché, le correspondant (ou son représentant) et le représentant de la Caf concernée dressent contradictoirement un état des lieux pour l'ensemble des sites objets de la prestation à réaliser.

Le Titulaire déclare connaître la constitution des locaux et la consistance des matériels et équipements dont il assure le nettoyage, ainsi que les règles de sécurité et règlements applicables en la matière.

Dans un délai de 15 jours suivant la prise en charge, le Titulaire peut présenter ses observations sur l'état des installations qui lui sont confiées. À l'issue de ce délai le Procès-Verbal est signé des deux parties.

Le Titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, le matériel mis à sa disposition par les Organismes ainsi que les locaux en bon état de propreté et d'hygiène.

Article 10 – Communication de documents

Le titulaire devra au début du marché communiquer les fiches techniques de tous les produits utilisés.

En dehors des documents demandés lors de la réunion préalable, le titulaire devra fournir :

- dans les 15 jours après la notification du marché, une attestation d'assurance sur la responsabilité civile professionnelle

Chapitre n°4 – les modalités financières

ARTICLE 11 – Le prix

1. Caractéristiques des prix

Les prestations faisant l'objet du marché seront rémunérées par application :

- des prix forfaitaires dont le libellé est donné dans l'annexe financière, pour les prestations programmées décrites au CCP.
- des prix unitaires dont le libellé est donné dans l'annexe financière, pour les prestations ponctuelles décrites au CCP.

2. Contenu des prix

Les prix figurent dans l'annexe financière de l'acte d'engagement du titulaire. Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement les prestations et sont établis tout frais compris.

3. Révision des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de décembre 2024 ; ce mois est appelé "mois zéro" (M_0).

Les prix sont fermes pendant la première année et révisables à chaque date anniversaire de la prise d'effet du marché (telle qu'elle est définie à l'article 3 du présent CCP) par application aux prix du marché d'un coefficient C_n donné par la formule suivante :

$$C_n = 0.15 + 0.85 (I_n/I_0)$$

- C_n = coefficient de révision
- I_0 = valeur de l'index de référence au mois zéro
- I_n = dernière valeur connue de l'indice de référence au moment du calcul de la révision de prix.

L'index de référence I , publiés au Moniteur des Travaux Publics ou au Ministère de l'Ecologie du Développement durable, des Transports et du Logement, est l'index 010766785 « Indices des prix de production français aux entreprises (BtoB) - CPF 81.21 – Nettoyage courant, marché public – Prix du marché - Base 2021 ».

Les coefficients de révision de prix seront calculés de la façon suivante :

- si la 4ème décimale est comprise entre 0 et 4, la 3ème décimale est inchangée,
- si la 4ème décimale est comprise entre 5 et 9, la 3ème décimale est augmentée d'une unité.

Les prix résultant de la révision seront appliqués sur les prestations réalisées à compter du premier jour du mois suivant celui de la révision.

La révision se fera à la hausse comme à la baisse.

ARTICLE 12 - Modalités de règlement

1. Avances

Conformément aux articles R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est accordée lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros HT, sauf renonciation expresse du titulaire dans l'Acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5 %. Il est porté à 20 % pour une petite et moyenne entreprise conformément à l'article R.2151-13

L'avance sera versée, s'il y a lieu, conformément aux dispositions de l'article 110 du décret 2016-360 du 25 mars 2016.

Le remboursement de l'avance effectué par précompte sur les sommes dues au titulaire commence lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ce montant atteint 80 %.

2. Présentation des factures et acomptes

Les factures sont émises mensuellement et adressées à chaque organisme concerné, chaque lot (avec détail financier par site) faisant l'objet d'une facturation distincte.

Le titulaire joint à chaque facture une synthèse des paiements à réaliser auprès du titulaire et de ses éventuels sous-traitants pour le mois concerné, ainsi que le cumul depuis le début du marché.

Toutes les factures établies en double exemplaire seront adressées à l'adresse mentionnée par chaque organisme dans le marché subséquent

Les factures devront comporter les mentions suivantes :

- Les noms ou la raison sociale et adresse de l'entreprise titulaire du marché,
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- Le numéro et intitulé du marché
- Les références des bons de commandes ;
- Le montant hors TVA,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant total TTC de la prestation,
- Le taux et le montant des remises consenties,
- Le montant net des sommes dues,
- La date et le numéro de la facture.

La Caf se réserve la possibilité d'exiger dans le courant du marché **le recours à Chorus pro** et donc d'imposer l'envoi de facture électronique, par un ordre de service. Le titulaire disposera d'un maximum de trois mois pour s'y conformer.

Article 13 - Les pénalités

Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G.-F.C.S., les pénalités ci-après s'appliquent :

MANQUEMENTS CONSTATES	MONTANT DE LA PENALITE
Non remise de l'attestation d'assurance	150 € HT par jour de retard
Introduction d'un tiers non autorisé	250 € HT par constat

Le montant total des pénalités en cas d'inexécution d'une prestation est plafonné à 22% du montant forfaitaire mensuel à payer.

Les jours de retard s'entendent en jours calendaires. Le jour où la prestation objet de la pénalité a été réalisée n'est pas comptabilisé dans les jours de retard.

Indépendamment des pénalités applicables pour les prestations non réalisées, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de pourvoir à leur exécution aux frais et risques du Titulaire.

Chapitre n °6 – Responsabilité en cas de dommages – Assurance responsabilité civile professionnelle

ARTICLE 14 - Responsabilité en cas de dommages

Les dommages de toute natures causés au personnel et aux biens des Organismes par le Titulaire qu'il s'agisse de son personnel ou de toute personne qui interviendrait pour son compte, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du Titulaire.

Il garantit les Organismes contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux dans lesquels il intervient, y compris le recours des tiers.

Le Titulaire demeure seul responsable des dommages causés par négligence ou par manquement dans l'exécution du marché ou toute autre cause pouvant lui être imputée.

Les dommages causés au personnel ou aux biens du Titulaire par les Organismes du fait de l'exécution du marché, sont à la charge des Organismes.

ARTICLE 15 - Assurance responsabilité civile professionnelle

Le Titulaire déclare qu'il a souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle, pour tous les dommages tant corporels que matériels ou immatériels et s'engage à maintenir, pendant toute la durée du marché, l'assurance en cause et à avertir immédiatement le Pouvoir Adjudicateur de toute difficulté qui pourrait survenir.

Le Titulaire devra, en particulier, veiller à ce que cette assurance couvre tous les dommages pouvant intervenir dans le cadre de l'exécution des prestations.

Il s'engage à payer régulièrement les primes correspondantes et à justifier de la régularité de sa situation à toute demande du Pouvoir Adjudicateur par la présentation des polices ou quittances correspondantes.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de demander au Titulaire, une attestation d'assurance en cours de validité couvrant sa responsabilité pour ces éventuels dommages.

Dans le cas où le Pouvoir Adjudicateur le demande, le Titulaire a l'obligation de fournir une attestation de cette assurance indiquant le type de garantie, la nature des risques et sa période de validité dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Si le Titulaire ne souscrit pas à cette obligation d'assurance, il est tenu de dédommager le Pouvoir Adjudicateur ou toute autre victime à ses frais pour les dommages qui auront pu survenir.

Chapitre n°7 – Divers

ARTICLE 16 – Evolution des bâtiments

L'activité principale de la Caf amène régulièrement à repenser son implantation géographique ou l'organisation de ses bâtiments. La Caf informera le prestataire de ces évolutions, ouvertures ou fermetures.

Le prestataire sera préalablement informé de ces changements et l'impact de ces évolutions sur les conditions d'exécution du marché sera apprécié au cas par cas.

Un avenant au présent marché sera établi afin de prendre en compte ces modifications.

Pour des ajouts de prestations plus importants, les prestations pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de **prestations similaires** dans les conditions définies à l'article R 2122-7 du code de la commande publique. Les prestations similaires seront confiées et exécutées par le titulaire de ce présent marché dans les mêmes conditions que celles qui sont fixées dans ce marché. En outre, ce nouveau marché devra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

ARTICLE 17 – Litiges

Le présent marché est soumis au Droit français.

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 37 du CCAG FCS. En cas de litige résultant de l'application des clauses de l'accord-cadre, présent CCAP, la juridiction compétente sera le Tribunal civil compétent.

Tout litige résultant de la réalisation d'un diagnostic par le prestataire, entre le locataire et le bailleur sur le bien-fondé du résultat du diagnostic relève directement de la compétence directe des tribunaux d'instance.

PARTIE TECHNIQUE

ARTICLE 18 – Description des prestations forfaitaires

Sont comprises dans le forfait relatif aux prestations de nettoyage des vitreries, les prestations suivantes réalisées par le personnel du Titulaire :

- ◆ le nettoyage des châssis et vitres des portes et fenêtres donnant sur l'extérieur accessibles
- ◆ Le nettoyage des vitres et portes vitrées sur cloisons distributives dans le bâtiment
- ◆ la fourniture du matériel et des produits nécessaires à l'exécution des prestations

Le détail des surfaces vitrées pour chaque bâtiment est indiqué **dans l'annexe 1** du présent CCP.

Les surfaces sont données à titre indicatif et n'ont donc pas une valeur contractuelle. Aussi, le titulaire est réputé avoir vérifié ces données avant d'avoir établi son offre.

Les fréquences sont mentionnées dans **l'annexe 1**.

Le titulaire assure la fourniture et la mise en œuvre de l'ensemble des moyens matériels pour nettoyer la vitrerie.

Les produits d'entretien sont à la charge du titulaire.

Lorsqu'ils n'existent pas sur les sites, les moyens de levage ou d'accès aux surfaces à entretenir sont fournis par le titulaire. Les coûts correspondants sont inclus dans le forfait de rémunération. Le titulaire indiquera dans **son offre les moyens d'accès** qu'il compte utiliser pour l'exécution des prestations.

➤ Typologie sur l'accessibilité des surfaces :

Les typologies de l'accès des surfaces sont précisées dans **l'annexe 1**.

Les surfaces sont regroupées en fonction des sites selon deux modes :

- accessible ;
- difficilement accessible (> 3 m) et demandant l'utilisation de moyens d'accès pour réaliser la prestation ;

ARTICLE 19 – Modalités de mise en œuvre des prestations forfaitaires

Les prestations forfaitaires se déroulent en journée, pendant les heures d'ouverture du site.

Les prestations forfaitaires sont mises en œuvre selon les fréquences indiquées dans l'**annexe n°1**.

Cependant, il doit être établi un **programme prévisionnel** d'intervention au début du marché.

A chaque passage, le titulaire retournera un *bon de service fait* dûment signé par le responsable de site.

ARTICLE 20 – Description des prestations à la demande

A titre exceptionnel, pour les lots 14, 15, 16 et 19, l'organisme pourra demander, en dehors des prestations de nettoyage prévue de manière forfaitaire, des prestations supplémentaires. Elles feront l'objet de l'émission de bons de commande.

Le prix se basera à partir du BPU (annexe financière).

ARTICLE 21 – Description des annexes

- **L'annexe 1 :**
 - **Sites d'exécution de la prestation par lot** précise les sites d'exécution de la prestation par lot, La nature des locaux, les surfaces.
 - **les fréquences minimales exigées en fonction des prestations**

ARTICLE 22 - Encadrement accompagnement :

Afin de mettre en œuvre et accompagner cette prestation de service, le prestataire devra fournir son tableau d'encadrement interne et local (agents de maîtrise, chef d'équipe, encadrement intermédiaire). Il devra présenter son organisation du travail afin de faciliter la compréhension au représentant de la Caf.

Pour ce faire, la Caf s'appuiera sur le **cadre de réponse** complété par le titulaire lors de la remise de son offre. Il y est notamment renseigné : Noms des référents, quotités de temps dédiées à la mission. Cette présentation permettra d'identifier la qualité / quantité d'encadrement dédiée à la Caf.

ARTICLE 23 - Personnel - horaires organisation :

Les heures pour accéder aux bâtiments, les clés, ainsi que les codes d'ouvertures ou toutes informations sur la sécurisation éventuelle du bâtiment seront fournies uniquement au titulaire du marché.

- **Tenue des agents :**

Le personnel devra effectuer les opérations de nettoyage prévues au marché dans une tenue correcte, propre et adaptée, mise à disposition et entretenue par le titulaire du marché.

La tenue permettra d'identifier les agents du titulaire. Un logo de l'entreprise devra y être apparent.

ARTICLE 24 – Sécurité/sureté

24.1. MESURES DE SECURITE

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

L'Organisme et le titulaire s'engagent à respecter les dispositions légales en vigueur en matière d'hygiène et de sécurité et plus particulièrement les prescriptions dans cette matière applicables aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure (Cf. Articles R4511-1 à R4515-11 du code du travail).

Par ailleurs, le titulaire s'engage à respecter les dispositions légales portant sur les conditions de travail et sur la durée du travail effectuée, selon un cycle continu.

L'Entreprise devra instruire l'ensemble de son personnel de tous les impératifs et règles de sécurité prévus par la législation du travail, et notamment les doter des équipements prévus par la réglementation hygiène et sécurité.

Les portes coupe-feu ne devront pas être obturées ni encombrées.

24.2. SURETE

Il est interdit au prestataire ou à ses préposés d'introduire ou de laisser s'introduire dans les sites toute personne étrangère à l'exécution des prestations.

Il est interdit de dupliquer les clés ou les dispositifs d'ouverture des accès. Il est interdit de divulguer les codes d'accès.

ARTICLE 25 – Produits, petits matériels

Le prestataire fournit les produits et les matériels nécessaires pour l'exécution des prestations demandées.

Le prestataire doit veiller à approvisionner ses agents en quantité suffisante de produits et de matériels ; il assure seul la formation et / ou l'information de ses agents aux techniques d'utilisation des produits et matériels.

Il veille par ailleurs à faire respecter les consignes relatives à l'usage des produits notamment celles liées aux dosages.

Les produits utilisés doivent avoir autant que possible des performances environnementales répondant aux exigences de l'écolabel européen « Nettoyants multi-usages ou sanitaires » ou équivalent.